

# UFROS ACTU

## FACE AUX ANNONCES DE MACRON, BÂTIR UN 1er MAI À LA HAUTEUR DE NOS EXIGENCES !

Après deux années de politique ultralibérale version Macron, l'heure est plus que jamais à l'élévation du rapport de force, non seulement pour faire échec à tous les mauvais coups mais aussi pour obtenir les avancées sociales indispensables.

Nous le savions... les réponses annoncées jeudi soir par le président à l'issue de la mascarade qu'a constitué "le grand débat national" ne sont en aucun cas à la hauteur des enjeux, quand elles n'aggravent pas encore une situation déjà très préoccupante.

**Ce gouvernement  
reste sourd à la  
colère !**

Dans un tel contexte, les manifestations du 1er mai revêtent une très grande importance.

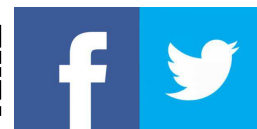
Retraités, salariés, privés d'emploi, jeunes, nous pourrions dire à nouveau l'urgence qu'il y a à changer radicalement d'orientations.

**C'est à la hauteur  
de l'attaque inédite  
de notre modèle  
social qu'il nous  
faut hisser la  
riposte !**



Afin d'obtenir des avancées et cesser toutes les régressions sociales et environnementales, lutter contre la montée de l'extrême droite, l'UFROS appelle à une forte journée de mobilisation ce 1er Mai, partout dans le pays, pour l'amélioration des droits des travailleurs, pour la revalorisation des pensions des retraités, pour le progrès social, la paix et la solidarité internationale.

**TOUS ENSEMBLE,  
LE 1er MAI  
POUR EXIGER DE  
VRAIES  
RÉPONSES À NOS  
REVENDEICATIONS**



## RELATIONS PRESSE

01 55 82 82 73 / presse@cgt.fr / www.cgt.fr

# COMMUNIQUÉ de PRESSE

## CONCLUSIONS DU GRAND DÉBAT : ON NE CHANGE RIEN

**Les annonces du président de la République confirment la mise en place de mesures qui ne sont pas à la hauteur des exigences portées par les différents mouvements sociaux qui secouent le pays ces derniers mois.**

Dans la panique générale, il avait lancé l'opération Grand Débat cherchant à neutraliser voire réprimer les résistances aux orientations politiques engagées et à échapper aux revendications portées par de nombreux Français sur les ronds-points comme dans les entreprises, les établissements.

Ce grand débat, organisé officiellement pour écouter les Français, s'est transformé en un faux débat, en une campagne électorale Macronienne cadennassée. L'empressement à baliser cet exercice, soi-disant démocratique, débouche sur ce résultat : un contraste, un gouffre immense entre les conclusions et les attentes, les aspirations, les revendications des Français et des travailleurs. Un mépris pour leurs galères quotidiennes, alors qu'ils ne demandent qu'un avenir meilleur pour eux et leurs enfants. Les tergiversations gouvernementales aboutissent à des décisions qui ne changent aucunement le cap des politiques menées depuis le début du mandat présidentiel.

**Il exonère une nouvelle fois le patronat, les plus fortunés et ne met aucunement à contribution le capital pour répondre aux fractures sociales et territoriales.**

Plusieurs annonces cosmétiques ou « symboliques » ne changeront en rien la vie de nos concitoyens sur le long terme, d'autres sont loin de rattraper la perte de pouvoir d'achat subie depuis des décennies par une grande partie de la population. Les décisions sur les services publics relèvent de la supercherie au regard des réformes passées, imposées ou celles en réparation dans ces secteurs, toutes aussi nocives les unes après les autres. Enfin, les quelques mesures fiscales proposées ouvrent très modestement un débat qu'il faudrait engager en profondeur sur la fiscalité et évitent surtout de rétablir l'ISF, de mettre à contribution les détenteurs de capitaux, encore moins les actionnaires du

CAC40. Le summum de l'hypocrisie est atteint sur la question des retraites. Vouloir instaurer la retraite par points c'est, de fait, diminuer le niveau des pensions et obliger les travailleurs à partir après l'âge légal pour échapper à une décote.

Quant à « l'art d'être français » et à la teneur inquiétante des propos sur l'immigration et l'identité nationale, la CGT dénonce un discours nauséabond renouant avec une période très sombre de notre histoire. Ces propos ne peuvent que fractionner la société.

**Nous avons donc raison : la tenue du Grand débat a oscillé, entre frustrations, rancœurs et enfumage. Il s'agit donc toujours de répondre en urgence aux enjeux économiques, sociaux et écologiques de la période.**

**Les conclusions génèrent à la fois colère, indignation et appellent nécessairement à des mobilisations pour modifier profondément les orientations politiques actuelles, ouvrir d'autres perspectives et réduire les inégalités sociales et territoriales de notre pays, que les propositions risquent au contraire d'aggraver.**

Les salariés, retraités, privés d'emploi, les travailleurs en général ne peuvent se contenter des annonces de ce soir et devront se mobiliser pour gagner une autre répartition des richesses, seule solution pour entrevoir des horizons meilleurs :

- l'amélioration du pouvoir d'achat, en particulier, par la revalorisation du Smic, des
- salaires, des pensions de retraite et des minima sociaux ;
- la relance des dynamiques budgétaires pour développer l'emploi, des investissements
- sur l'ensemble du territoire ;
- la modernisation et le développement des services publics attaqués encore récemment par une réforme rétrograde de la Fonction publique.

Nous appelons à la mobilisation, le plus largement possible, dans les entreprises, les établissements, dans les localités, **le 1er-Mai puis le 9 mai pour gagner des avancées contribuant au progrès social.**





## Communiqué

### **Annonces du Président de la République : demi-mesures, l'injustice perdue !**

Les 9 organisations nationales de retraités ont pris connaissance des annonces du président de la République concernant entre autres mesures, la revalorisation des pensions de retraite et le financement de la perte d'autonomie.

Elles tiennent à faire part de leur forte déception et constatent que E. Macron ne répond que très partiellement aux revendications des retraités.

Sur la question de l'indexation, les responsables politiques de la majorité semblent avoir reçu le message envoyé par les milliers de retraités mobilisés pour la 7<sup>e</sup> fois le 11 avril dernier.

Leur colère a été perçue, ce qui a amené le premier ministre à annoncer au début de l'année un recul sur l'application de la hausse de la CSG et le remboursement en mai des sommes trop perçues.

Cette colère conduit maintenant le président de la République à annoncer un retour à l'indexation des pensions sur l'inflation en deux temps.

Cela ne va pas suffire pour réparer les injustices que l'ensemble des retraités subissent depuis trop d'années car ce sont des milliards d'euros qui auront été pris dans la poche des retraités...

Ces mesures sont prévues pour 2020 et 2021 : rien dans l'immédiat malgré l'inflation et les augmentations actuelles (carburant par exemple) et à venir (électricité).

Cela laisse plusieurs millions de retraités frappés par la hausse de 25% du montant de la CSG et qui ne verront pas non plus leur pension indexée depuis maintenant près de 6 ans.

Par ailleurs, les 9 organisations s'interrogent sur la légalité d'une mesure consistant à n'appliquer le code de la Sécurité sociale que pour une partie des retraités seulement.

Comment accepter que l'on divise artificiellement les retraités en deux camps, ceux dont la pension serait inférieure à 2 000 € et ceux dont la pension serait supérieure à ce montant ?

Quel rapport entre ces derniers et les dirigeants du CAC 40 et leurs "parachutes dorés" à qui l'on ne demande rien ?

Cette distinction entre pauvres et un peu plus aisés est intolérable et vise à monter les retraités les uns contre les autres alors qu'ils sont pourtant logés à la même enseigne.

Le Président de la République a beaucoup parlé de baisse d'impôts mais pas un mot sur l'impôt le plus injuste surtout pour les petites pensions, la TVA.

Quant à la perte d'autonomie, les 9 organisations nationales de retraités réclament la prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale, ce qu'elles ont rappelé dans le Haut Conseil de l'Age.

Trouver les financements nécessaires pourrait passer notamment par le rétablissement de l'ISF réclamé par un grand nombre de Français, la fin des exonérations de cotisations, une véritable lutte contre l'évasion fiscale etc.

Tout en constatant que leur action depuis 6 ans a fini par porter en partie, les 9 organisations nationales, affirment que le compte n'y est pas. Elles continueront de mettre en avant leurs revendications :

- Indexation de toutes les pensions sur les salaires et rattrapage des années passées.
- Aucune pension inférieure au Smic pour un temps plein.
- Suppression de la hausse de la CSG pour tous les retraités.
- Prise en charge de la perte d'autonomie par la Sécurité sociale.

Paris, le 25 avril 2019

Olivier Jouchter (UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex)

Didier Hotte (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)

Jacqueline Valli (UNAR-CFTC, 128 avenue Jean Jaurès, 93697 Pantin cedex)

Daniel Delabarre (UNIR CFE-CGC, 59 rue du Rocher, 75008 Paris)

Marylène Cahouet (FSU, 104 rue Romain-Rolland, 93260 Les Lilas)

Gérard Gourguechon (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles - 75010 Paris)

Marc Le Disert (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris)

Francisco Garcia (Ensemble & Solidaires - UNRPA, 47 bis rue Kléber, 93400 St Ouen)

Michel Deniault (LSR, 263, rue de Paris, 93515 Montreuil)